



Trivium

Revue franco-allemande de sciences humaines et sociales - Deutsch-französische Zeitschrift für Geistes- und Sozialwissenschaften

19 | 2015

Catégories de genre et mondes du travail

Politique et genre. Egalité programmatique et pratique de la différenciation

Regine Gildemeister et Günther Robert

Traducteur : Isabelle Kalinowski



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/trivium/5062>

DOI : 10.4000/trivium.5062

ISSN : 1963-1820

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Référence électronique

Regine Gildemeister et Günther Robert, « Politique et genre. Egalité programmatique et pratique de la différenciation », *Trivium* [En ligne], 19 | 2015, mis en ligne le 10 mars 2015, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/trivium/5062> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/trivium.5062>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.



Les contenus de la revue *Trivium* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Politique et genre. Egalité programmatique et pratique de la différenciation

Regine Gildemeister et Günther Robert

Traduction : Isabelle Kalinowski

NOTE DE L'ÉDITEUR

Nous remercions Mme Regine Gildemeister, M. Günther Robert ainsi que la maison d'édition Nomos de nous avoir accordé l'autorisation de traduire ce texte pour le présent numéro.

Wir danken Frau Regine Gildemeister, Herrn Günther Robert sowie der Nomos Verlagsgesellschaft für die freundliche Genehmigung, diesen Artikel in französischer Übersetzung zu publizieren.

- 1 Le point de départ au moins semble clairement délimité. Avec l'introduction du suffrage universel dans l'empire allemand, en 1918, hommes et femmes ont acquis des droits politiques formellement égaux. La Loi Fondamentale de la République fédérale allemande a introduit, avec la formulation de son article 3, « Hommes et femmes sont égaux en droits », un autre énoncé qui élargit et explicite la position de fond impliquée par le suffrage universel. Les possibles différences entre les sexes ne peuvent en principe plus faire l'objet de discriminations et sont neutralisées pour les domaines de la société qui sont soumis à une régulation politique.
- 2 Cette redéfinition politique et l'établissement de nouvelles normes n'ont au demeurant pas empêché, au même titre que les changements de rhétorique qui en ont découlé, que la différence des sexes reste le point de départ et le point de référence d'un grand nombre de distinctions sociales. Les conséquences qui en résultent ont été et sont toujours désignées comme des inégalités sociales, mais aussi comme des situations d'oppression et de domination. Les (nouveaux) mouvements féministes ont mis en

avant, de façon générale comme sur un grand nombre de détails, les faits, les thèmes et les problèmes qui y sont associés, ils les ont politisés et ont mis l'accent sur ce qu'ils avaient d'inacceptable, tout en cherchant à les soumettre à une analyse théorique et à les étudier du point de vue de la théorie sociale, selon différentes perspectives, en particulier celles du féminisme. L'ajout qui a été inscrit dans la Loi Fondamentale presque un demi-siècle plus tard, en 1993, doit être lu en tenant compte de cet arrière-plan¹ et en particulier de la persistance effective de discriminations sociales. Il pose le principe suivant : « L'Etat encourage l'application effective de l'égalité de droits entre femmes et hommes et œuvre en faveur de la suppression des désavantages existants ». On est ainsi passé d'une prémisses de l'action de l'Etat à l'idée d'une mission (à caractère obligatoire). Pour une part essentielle, à savoir sous sa forme sociale, l'appartenance à un genre perd par là même son apparence d'évidence présociale et quasi « naturelle » pour devenir un phénomène socialement contingent, sur lequel on peut agir et qui implique des responsabilités. Historiquement, ce changement affecte conjointement d'autres distinctions sociales conçues comme traditionnelles, qui sont publiquement remises en question en tant que telles.

- 3 Il s'agit là d'évolutions sociales aux multiples strates, de phénomènes et de situations complexes. Depuis un certain temps, ils font l'objet de vifs débats et controverses dans lesquels s'affrontent des points de vue hétérogènes, aussi bien dans le domaine de la vie quotidienne que dans le cadre de mouvements sociaux, dans le domaine scientifique que dans le cadre de la politique sociale au sens strict. Ainsi, dans le cadre des recherches sur le genre, certains affirment que le principe d'une inégalité des sexes fondée en nature, avec les conséquences qui en découlent, et les assignations sociales du même type tendent à perdre de leur substance, de leur légitimité et par là de leur importance au fil des changements sociaux ; d'autres contestent cette thèse en soulignant qu'il ne s'agit là que de changements superficiels.
- 4 Les tenants de la première position avancent par exemple l'argument selon lequel le modèle d'égalité entre les sexes, en s'imposant socialement comme une norme, favorise la perception des inégalités de genre comme une « injustice »². C'est là la principale raison pour laquelle – malgré une amélioration effective de la condition des femmes – l'intégration des femmes comme « individus abstraits » est encore jugée « insuffisante ». Dans une telle perspective, il faut distinguer l'égalisation de la situation des femmes entendue en ce sens et, d'autre part, les problèmes des « femmes en tant que femmes » tels que les atteintes au droit d'auto-définition sexuelle, les agressions ou violences sexuelles. Les droits ci-afférents des « femmes en tant que femmes » ont fait l'objet de définitions et de discussions internationales certes controversées, mais qui ont permis d'obtenir certains résultats. Par suite, ces auteurs jugent « surprenant » que la thèse affirmant la perpétuation des inégalités spécifiques de genre soit encore si répandue en sociologie ; pour eux, la question qui se pose est plutôt de savoir pourquoi ce thème est encore politiquement à l'ordre du jour.
- 5 Dans une acception traditionnelle, un temps largement répandue, de la politique féministe, le point qui est mis en avant est au contraire l'impossibilité de séparer les droits des « femmes en tant que femmes » de « leur accès à l'égalité en tant qu'individus abstraits ». Dans cette optique, il faut plutôt partir d'une différence des sexes à fondement en fin de compte présocial, essentielle et qualitative : « L'être humain est deux »³. Une amélioration de la condition des femmes implique nécessairement, de ce point de vue, la reconnaissance de la différence comme donnée

préalable de toute vie sociale. Les stratégies politiques de ce courant sont par suite principalement orientées vers un renversement des valeurs sociales et des jugements de valeur (politique de reconnaissance et d'identité).

- 6 Une troisième approche, qui rencontre aujourd'hui beaucoup d'écho dans différents contextes, se résume en fin de compte à l'idée que le genre ne constitue pas un contenu d'essence mais doit cependant être conçu – comme par le passé – comme une catégorie sociale structurante de première importance, source d'inégalités. Elle dérive en premier lieu de l'analyse des relations spécifiques entre sphère économique et reproduction privée dans les sociétés modernes de travail industrialisé⁴. Les modèles de structuration des rapports de genre établis dans ces sociétés sont associés, y compris à l'heure actuelle, à une configuration de pouvoir qui, par delà toutes les corrections de détail, laisse intactes la hiérarchie traditionnelle entre les sexes et les qualités qui vont de pair. Une politique féministe doit par conséquent toujours être aussi, de ce point de vue, une politique sociale rapportée aux structures.
- 7 Les positions antagonistes que nous n'avons évoquées ici, dans le détail, qu'à titre d'illustration et sur un mode schématique ont une histoire et se rattachent, de façon systématique, à un cadre de discussion plus large. A l'encontre de la conception dominante en sociologie, notamment, selon laquelle le critère de genre est indifférent dans les systèmes fonctionnels, et qui réduit les rôles prescriptifs de la plupart des sphères des sociétés modernes à des vestiges « prémodernes », une thèse adverse, centrale dans la théorie de la modernité, rencontre un large consensus dans les recherches sur le genre en sciences sociales. Elle consiste au fond à affirmer que, dans les sociétés occidentales, un ordre du genre s'est justement imposé en même temps que la société moderne du travail industrialisé, et qu'un nombre toujours croissant de domaines de la vie sociale se sont organisés et constitués en se rapportant de manière essentielle à des concepts et pratiques de différenciation de genre – sur la base de représentations d'une différence des sexes à la fois fondamentale et extra-sociale, fondée en « nature ».
- 8 La division du travail représente incontestablement une des dimensions majeures de ces processus de sexualisation. Avec un répertoire de schémas de relations et d'interprétations qui, pour une part, étaient déjà existants, ou qui sont étoffés ou inventés, et servent de référence à des formes d'institutionnalisation, de savoir, à des images, des mythes et des métaphores (« l'amour romantique », la « capacité de travail spécifique à chaque sexe », le caractère « maternel », etc.), un ordre social profondément sexué se constitue comme configuration historique spécifique de ces éléments⁵. Dans le même temps, cependant, cet ordre social présente des contradictions qui ne sont pas sans répercussions politiques : en s'imposant, il contribue conjointement à la diffusion et à la vulgarisation de concepts et de catégorisations normatives, à visée universalisante – dans le sillage des Lumières, notamment. Ces rationalisations et postulats d'égalité remettent en question les formes de différence établies et les inégalités qui en résultent, ils produisent dans le domaine social un effet de « désenchantement » et surtout de « dénaturalisation » et par là de délégitimation. Les rapports entre les sexes ne font plus partie (eux non plus) d'un ordre préétabli, divinisé, mythifié et / ou naturel ; ils entrent dans le domaine du social, sur lequel il est possible d'agir en fonction des critères et des références normatives nouvellement développés et, le cas échéant, d'infléchir dans un sens déterminé ; par là même, ils entrent potentiellement aussi dans la sphère du politique.

- 9 Cette contradiction – d'un côté, les rapports de genre fondés sur des sémantiques de la différence profonde et naturalisée sont considérés comme constitutifs de l'ordre des sociétés modernes, et, d'un autre côté, celles-ci contribuent en permanence à leur délégitimation – doit faire l'objet d'une approche systématique si l'on veut aborder la question des rapports entre « genre et politique ». Prises en elles-mêmes, les positions typiques que nous avons énumérées plus haut ne semblent pas avoir prêté suffisamment attention à ce phénomène et aux conséquences qui en résultent. En choisissant de se focaliser sur un motif spécifique, elles font l'impasse, dans leur analyse des rapports de genre, sur des aspects décisifs de la fabrication et de la constitution de la réalité sociale. Il en résulte l'impossibilité de prendre en compte aussi bien des contradictions criantes que des nouveautés émergentes : elles ne peuvent pas les voir, leur donner un nom ni les comprendre. Ainsi, par exemple, dans les approches théoriquement élaborées qui sont centrées sur la dimension des structures sociales, il manque un répertoire descriptif satisfaisant pour rendre compte du fait que, d'un côté, en dépit des permanences que l'on peut observer dans les domaines jugés essentiels et déterminants de la « structure sociale », des changements incontestables et non contingents interviennent dans les rapports de genre (par exemple, des formes de démultiplication ou de neutralisation du genre⁶) mais que, à l'inverse, en dépit de transformations profondes d'un point de vue sociostructurel⁷, bien des choses semblent se perpétuer à l'identique.
- 10 Sans vouloir par là remettre en question la pertinence de ces analyses pour leur domaine spécifique, nous chercherons par conséquent, dans ce qui va suivre, à mettre l'accent sur les logiques spécifiques de fabrication et de constitution du social, sur un mode non déductif, à la différence des types d'argumentation les plus répandus, qui reposent sur des formes d'essentialisation et / ou de raisonnement déductif. À partir de quelques points qui semblent jouer un rôle central, nous montrerons que ces logiques offrent une perspective irremplaçable et spécifique sur le thème qui nous occupe. Nous privilégierons une approche qui relève en premier lieu de la sociologie de la connaissance. Un des constats majeurs de cette dernière consiste à souligner la nature contingente et l'importance décisive des processus de communication dans la constitution du monde et la fabrication de la réalité. Dans les recherches sur le genre, cette approche a surtout été appliquée aux concepts de « construction du genre » et elle est particulièrement pertinente pour décrire, étudier et critiquer les conceptualisations dominantes du genre sur le mode d'une structuration binaire des différenciations et les constructions sémantiques qui contribuent à une diffusion croissante de celle-ci. Par construction binaire, nous entendons ici – en simplifiant – le fait que de larges domaines de la vie sociale, d'une importance majeure, et jusqu'aux caractérisations des personnes et des personnalités (on pense par exemple aux modèles de caractérologie, aux études sur les potentialités humaines, etc.), sont conçus et organisés comme antagonistes entre eux, en référence à la catégorie du genre. Cette différenciation induit à la fois une relation de polarité et un rapport d'exclusivité mutuelle : les deux termes renvoient l'un à l'autre mais s'excluent. Ainsi, aussi bien un modèle de relation qu'un « tabou d'égalité » (« *sameness taboo* »⁸) sont conçus sur le mode d'une construction binaire. Des traits caractéristiques, des modèles de rôles sociaux, des compétences et des propriétés personnelles, etc. sont pensés à la fois comme typiquement réciproques et comme mutuellement exclusives, et ne laissent pas de place à un « tiers »⁹.

- 11 La logique et les effets de la construction sociale du genre sur un mode binaire seront étudiés, dans ce qui va suivre, à trois niveaux. Dans un premier temps, nous traiterons de la catégorisation (« genre ») en tant que telle. Dans un second moment, nous analyserons les pratiques sociales quotidiennes qui passent par le médium des interactions de communication et la place du modèle social de la relation de couple hétérosexuelle. Dans un troisième point, nous nous concentrerons sur la dimension de l'ordre institutionnel, à partir de l'exemple des politiques d'égalité ou de « *gender-mainstreaming* ». C'est justement là un niveau où les constructions de représentations entraînent des effets politiques et jouent un rôle décisif ; il s'agira de décrire leur logique et d'étudier leurs effets. Dans ce qui va suivre, nous ne ferons donc pas référence au « système politique » au sens étroit, et nous n'évoquerons pas non plus les aspects historiques factuels comme, par exemple, le régime de l'Etat providence ou les questions de justice dans la répartition en termes de genre. Il s'agira surtout pour nous de montrer que, dans le cadre d'une politique institutionnalisée, les présupposés et les modèles de références structurels sont repérables et identifiables empiriquement : la politique se réfère à des constructions sociales et les reformule sur la base de sémantiques spécifiques. C'est ce lien qu'il s'agit d'explorer. La construction ultérieure de notre argumentation fera ressortir différentes dimensions et niveaux de formation du social auquel la politique se rapporte ou que la politique présuppose dans ses références.

Des catégorisations insidieuses

- 12 Le « genre » comme catégorie et comme désignation explicite d'une thématique et d'un champ d'action du politique n'est entré dans l'espace politique que de façon relativement tardive. Il a d'abord revêtu la forme et la figure de la « question féminine » : les « femmes » sont le « deuxième sexe »¹⁰. Cette « altérité » renvoie à la fois à des différences symétriques et qualitatives et à des discriminations et déficits. Les revendications concernant les droits des femmes et la promotion des femmes entendue comme une « égalisation avec la position des hommes »¹¹ ont été le premier mode d'expression d'objectifs et de visées politiques ; il doit être resitué dans un contexte de diffusion des postulats d'égalité et d'égalité des droits dans les sociétés modernisées.
- 13 Par la suite, notamment dans le sillage de la « deuxième vague féministe », on a vu apparaître, sous des variantes très multiformes, une politique explicitement définie comme féministe, débattue dans des forums de discussion multiples¹². Les points approfondis et discutés concernaient l'égalité et/ou la différence, l'égalité des positions et/ou la reconnaissance, la neutralisation ou l'identité. L'objectif – latent ou explicite – était la lutte contre un phénomène socialement répandu : la naturalisation de la différence de genre. Les conceptions adverses qui ont trouvé une expression dans la constitution de « recherches sur les femmes » ont tendu de plus en plus à culturaliser les positions naturalisées, sans renoncer cependant, dans leur majorité, à la représentation (diffuse) d'une détermination naturelle des sexes comme norme d'orientation¹³.
- 14 Au fil de ces débats, la « singularité » des femmes dans l'espace politique a de plus en plus été problématisée. La réduction à la « question féminine » et la focalisation sur cette dernière ne rendent pas compte de la nouvelle acception du genre dans le contexte social. Le genre est de plus en plus thématisé sur un mode *relationnel*, comme

une modalité de rapport (social), appréhendé comme socialement fabriqué et construit, aussi bien à un niveau global que dans chacune de ses spécifications et dans ses différents contenus. Il en a résulté la diffusion croissante, y compris dans l'espace linguistique allemand, de la notion de « *gender* » ; les « recherches sur les femmes » et la « politique des femmes » ont cédé la place aux « *gender studies* » et plus récemment au « *gender-mainstreaming* ».

- 15 A l'origine, le concept de « *gender* » était couplé à un second (l'un renvoyant à l'autre) : *sex* et *gender*. Dans les débats anglo-américains des années 1970, ce couple de notions avait l'avantage stratégique de dissocier, du point de vue des représentations, les rôles sexuels et l'identité sexuelle sociale de la référence obligée au corps. Ce point est souvent ignoré et/ou passé sous silence lorsqu'on reprend le concept de *gender*. Ces dernières années, l'argumentation initialement dirigée contre les discours invoquant une « nature féminine » et contre les interprétations conservatrices de la biologie comme « destin » a été radicalisée et déplacée : dans la perspective d'une théorie constructiviste, en particulier, il est impossible de concevoir une séparation, une opposition et une mise en relation entre, d'un côté, le corps comme « nature » et, de l'autre, les rôles sexuels comme composantes « culturelles » et « sociales ». On fait bien plutôt valoir que la nature elle-même n'est pas un donné immédiat d'un point de vue social, qu'elle est toujours un objet de perception, d'observation et (par là) un objet construit. Ainsi, le « sexe » aussi est une construction qui, de surcroît, est toujours majoritairement pensée à partir de notions de « genre ». La catégorie du « sexe » doit donc elle-même être historisée et re- et / ou dé-construite¹⁴.
- 16 Par là, en se référant à des sources très différentes du constructivisme, le discours féministe a encouragé une réflexion systématique sur le caractère de notions de base et les modalités de construction de chacune des catégories (en tant que telles) du savoir social quotidien (qui exerce des effets sur l'action) mais aussi des analyses des sciences sociales (y compris celles qui défendent des positions féministes). La conséquence la plus importante de la thématization du sexe comme construction sociale a été de rendre perceptible, à travers la reconstruction et la déconstruction des réalités sexuelles entendues comme un donné évident et allant de soi, leur caractère socialement fabriqué (et par là contingent) et construit¹⁵. En particulier, le mode de construction binaire usuel de la catégorie du sexe, qui exerce un effet d'exclusion dans de vastes domaines de la vie sociale et de la société, est lui-même devenu visible et sa validité a été remise en question. Si, d'un point de vue traditionnel, il est inévitable de catégoriser les hommes en deux classes sexuelles pensées comme exclusives, sur le mode du « ou bien, ou bien », des questions plus fondamentales sont à présent posées, comme celle de savoir ce que et qui sont les « femmes » (les « hommes »)¹⁶, si deux sexes suffisent¹⁷, ce qu'« est » le « sexe » à proprement parler et ce qu'il signifie – dans chaque cas¹⁸. C'est seulement sur cette base que les « *queer studies* », à visée de politique sexuelle, ont pu commencer à se développer et à devenir un courant scientifico-politique¹⁹.
- 17 Dans la majeure partie des contextes politiques où elle est employée, la catégorie de « genre » perd cependant justement ce potentiel critique et réflexif. Elle fonctionne le plus souvent comme une sorte de « passe-partout »²⁰ indifférencié, qui recouvre dans tous les domaines possibles des contenus de format très varié et se trouve par là dépouillé des significations fondamentales et systématiques qui lui avaient dans un premier temps été attribuées, notamment dans le discours féministe : « Quelle que soit

la ténacité avec laquelle les théoriciennes féministes ont cherché à affiner la notion de *gender*, elles n'ont pu empêcher sa falsification et sa désagrégation. Dans le langage courant, les notions de *sex* et *gender* sont employées aussi souvent comme des synonymes que comme des antonymes ; on a parfois l'impression, de fait, que *gender* est tout simplement un euphémisme poli pour remplacer le mot *sex* »²¹. Force est de constater que, pour les politiciens, pour ceux qui sont chargés des questions féminines et pour la plupart des universitaires allemands, les « *gender studies* » sont automatiquement identifiées à des études sur les femmes et destinées aux femmes et la politique du « *gender-mainstreaming* » à une forme de promotion des femmes.

- 18 Dans la politique et l'espace public, en particulier, le biais consistant à réduire la thématique du genre à la « question féminine » n'a pu être corrigé – en dépit de l'adoption de nouvelles terminologies « progressistes ». Ainsi, dans les programmes politiques du « *gender-mainstreaming* », il est presque systématiquement question du « genre comme construction sociale ». Cependant, dans la mesure où la thématisation de la relation entre *sex* et *gender* est, dans le même temps, presque systématiquement oblitérée²², on en reste à une acception de ces notions aussi simpliste et réductrice que fautive : ce qui semble visé, ce n'est pas la problématisation d'une structure binaire, mais la possibilité de « modifier » une enveloppe sociale sans remettre en question le système établi des deux sexes. Par là, on en revient sans cesse au débat sur l'égalité et la différence, et le mode de construction de la catégorie des femmes comme non-hommes qui lui est inhérent peut se perpétuer. Le choix d'un mode de classification strictement binaire est validé une nouvelle fois comme principe de construction, même si, compte tenu des changements sociaux et au fil de ces changements sociaux, le contenu et les références changent.
- 19 Cette réduction et cette falsification des concepts politiques est pour une bonne part liée au processus de traduction, dans l'espace politique, de la pensée de la différence associée à la notion de « genre ». La politique (en régime démocratique) ne peut faire l'impasse sur une désignation et une description de ses champs, objets et missions susceptible d'être acceptée collectivement et de faire consensus. Elle ne peut pas davantage renoncer à actualiser le contexte d'action auquel sont associés ses décisions, lignes directrices et programmes. Il n'est pas rare qu'elle soit ainsi structurellement encline à tomber dans les pièges, contradictions et paradoxes de ces catégorisations et de leurs modalités de construction. Par exemple, le contexte d'action politique objectif des chargés de mission (locaux) dans le domaine des femmes et de l'égalité, qui voient dans la représentation des intérêts des femmes leur principal objectif, et celui des instances politiques chargées de développer, à une échelle suprarégionale et, en fin de compte, à l'échelle globale d'une société mondialisée, des programmes d'égalité à visée totalisante (UE, ONU), imposent souvent et dans une majorité de cas la mise entre parenthèses des systèmes de référence différenciés, ils appellent des simplifications qui se répercutent ensuite dans des situations et réalités empiriques extrêmement hétérogènes, dans une multitude de « cas », et doivent être traduites dans des systèmes de référence et des environnements de vie très variés.
- 20 Aussi bien par la réduction de leur signification que par l'acception trop générale qui est conférée à celle-ci, les concepts majeurs du débat sur le genre sont ainsi dépouillés de leur contenu critique, qui impliquait à l'origine une analyse des structures. Il en résulte leur neutralisation alors même qu'ils conservent une présence rhétorique. Comme par le passé, on part du principe que les hommes et les femmes sont des

groupes homogènes entre lesquels il est fondamentalement possible d'établir une distinction²³. Cette relativisation a justement pour effet de renforcer les modèles et schémas binaires qui abordent le genre sur un mode relationnel et exclusif.

Pièges du quotidien

- 21 Dans la perspective d'une « construction sociale du genre » fondée sur la sociologie de la connaissance, on insiste sur le fait que la différenciation par genre ne précède pas le social : au contraire, ce sont des processus d'interaction quotidienne qui produisent ce qui est ensuite compris et normalisé comme une différence sexuelle donnée (« naturelle »). Le fondement et la ressource la plus puissante de cet « *ongoing interactional accomplishment* »²⁴ est un savoir quotidien sédimenté dans l'environnement et actualisé dans des routines de perception et d'action. Ce savoir quotidien ne reconnaît avec évidence et certitude, nous l'avons dit à de multiples reprises, que deux sexes et pas davantage. Cette catégorisation binaire de l'humanité ne semble pas pouvoir être infléchie socialement et elle est tenue pour normale, dans la mesure où cette distinction est ancrée dans la « nature » et exclut l'existence d'un terme tiers. Un « entre-deux » ne peut par suite être appréhendé que comme un écart, en général comme une pathologie²⁵.
- 22 Un examen plus précis, qui peut se fonder sur des preuves empiriques, montre que la différenciation primaire ainsi établie est construite socialement, en pratique, dans des interactions de communication, et routinisée en permanence selon une multiplicité de variantes. Elle devient « chronique » au sens où, dans l'ordre et le cadre des interactions²⁶, elle contraint à catégoriser ceux qui participent à celle-ci – notamment en fonction du genre. Il en résulte la nécessité, pour ces derniers, de se rendre eux-mêmes catégorisables par une forme adéquate d'auto-présentation. Si la règle fondamentale ainsi circonscrite existe socialement dans un milieu spécifique – c'est presque partout le cas, comme on l'a souligné – et si elle est ratifiée, elle ne peut être contournée dans le cas des définitions binaires du sexe, compte tenu de leur visibilité corporelle ou, en l'occurrence, du fait qu'elles sont rendues physiquement visibles ; une classification et une actualisation potentielle des références et des systèmes pertinents ne peuvent être évités. La perception visuelle apparaît justement au quotidien comme non médiatisée, comme une immédiateté pré-catégorielle qui est un des fondements importants de l'hypostase de la classification sociale en classification « naturelle ». Ce type d'ordres symboliques objectivés fonde pour une grande part sa capacité à se perpétuer sur les « cadres » de l'action quotidienne, constitutifs des situations²⁷, qui apparaissent quasiment comme le « sens latent » des formes sociales et des modèles de relation institutionnalisés. Ils imposent à l'action quotidienne des critères de pertinence conditionnels et représentent en même temps des codifications du quotidien. Le corps peut dès lors être appréhendé au premier chef comme un medium symbolique et c'est ainsi qu'il est généralement perçu.
- 23 La plupart des niveaux concernés sont également et justement hors de portée de la politique dans son acception classique et définis comme extérieurs à la sphère politique comme instance de régulation de la *res publica*. Ils appartiennent à la sphère privée, touchent à des zones protégées de la personnalité, relèvent tendanciellement de niveaux de relation et de référence non formalisés et non pertinents d'un point de vue structurel, qui, à l'instar du droit des parents dans les processus d'éducation, sont

regardés comme soumis, d'un point de vue politique, à la norme centrale garantissant une autonomie des pratiques de vie. Celles-ci – exception faite des manquements à des règles explicitement formulées (harcèlement sur le lieu de travail, viol dans le cadre conjugal) – font tout au plus l'objet de mesures politiques indirectes, par le biais de programmes d'orientation et de mesures incitatives. D'un point de vue analytique, cependant, ils servent de fait à la constitution ou, le cas échéant, à la reproduction des constructions sexuées et des rapports de genre comme différenciation sociale essentielle, assortie notamment d'inégalités. Dans ce qui va suivre, il s'agira de désigner et de décrire ce niveau comme *une* des sources importantes (souvent ignorée) de la permanence des constructions sexuées et des pratiques comme des structures fondées sur celles-ci et associées à celles-ci. La politique traite leurs effets, peut les prendre en compte dans certains cas sur le plan des catégories, mais ne les atteint pas dans leur dimension fondamentale d'interactions de communication et de modèles de référence pour le monde vécu.

- 24 Le caractère incontournable de ces catégorisations dans le monde du quotidien et les conséquences qui en résultent ont donné lieu à de vifs débats ces derniers temps. Il s'agit surtout d'évaluer leur pertinence en situation et leurs qualités structurantes. A quels moments la différence acquiert-elle une valeur de positionnement, et laquelle ? Ces catégorisations impliquent-elles toujours des « *gender status beliefs* »²⁸ attribuant à un genre une position dominante et dévalorisant l'autre ? Ou bien un « *undoing gender* » est-il possible, voire un « oubli du genre »²⁹ ? Une « désinstitutionnalisation » du genre peut-elle en être le déclencheur, en transformant son mode de reproduction pour passer de l'« *enacting* » à « l'action consciente »³⁰ ? Quelles implications pourraient en résulter d'un point de vue politique ? Si la différence perdait par exemple sa pertinence d'un point de vue social, se perpétuerait-elle comme thème politique ? Cette « perte de signification » pourrait-elle se limiter à une simple mise en suspens rhétorique, sans répercussion sur les inégalités sociales et leurs conditions d'émergence³¹ ? Ou bien aurait-on affaire à un processus social de changement par la neutralisation et l'abandon de la référence au genre, du moins dans quelques secteurs importants de la société ou pour certaines parties de la population³² ?
- 25 La question de savoir quand et comment le critère du genre est (rendu) pertinent dans des situations d'action quotidiennes touche par conséquent à un complexe de questions déterminantes, y compris d'un point de vue politique. Elle renvoie de surcroît à une articulation potentielle entre l'agir quotidien et des structures générant des inégalités sociales – un champ plus proche de la politique dans son acception conventionnelle, qui a servi de cadre à la majeure partie des débats sur les inégalités rapportées au genre et à l'élaboration de programmes visant à introduire des changements³³. Dans ces discussions, on a cependant à bien des égards mis entre parenthèses un fait important, à savoir qu'un des lieux décisifs de production et de reproduction de l'ordre du genre est l'institution sociale de la relation de couple (hétérosexuelle). De façon générale – ce constat a été au cœur des réflexions de Judith Butler³⁴ – la « matrice hétérosexuelle » représente un système d'ordre symbolique (confortant la domination) qui renforce le cadre binaire du « genre » et dont le « sexe » comme phénomène prédiscursif n'est qu'un produit second. C'est à partir d'un tel arrière-plan que peut se développer une dynamique qui tend à conforter et à perpétuer les conceptions et les modes de constructions traditionnels du sexe et qui procède notamment aussi d'une surévaluation et d'une survalorisation de la place de la sexualité dans l'approche des

questions concernées, ainsi que de la sexualisation d'un grand nombre de domaines de la vie et de sphères de la société³⁵.

- 26 Un facteur semble-t-il tout aussi important est le fait que, dans la sphère de culture occidentale, cette matrice hétérosexuelle est institutionnalisée comme une relation duelle exclusive. Goffman³⁶ notamment a très tôt souligné l'importance de la forme du couple comme modèle de relation sociale de base pour la différenciation et le codage culturel du genre. Il a également fait valoir que les femmes représentent un groupe discriminé d'une manière très particulière : ce sont elles qui, pour une bonne part, ont rapporté et rapportent encore aujourd'hui leur inégalité sociale et les inégalités de traitement qu'elles subissent à leur « être » (idéalisé et mythifié), entendu comme une spécificité fondée en nature, qui a besoin pour cette raison même d'être ancrée dans une ontologisation de l'opposition binaire et notamment de la forme de relation de couple. Cet aspect a été occulté à bien des égards, dans les débats politiques en particulier. Le slogan marquant selon lequel la vie privée est politique visait surtout une critique de la séparation sociale des sphères publique et privée, de travail et de reproduction, du monde du travail et du foyer, et prenait pour cible les contraintes spécifiques que cette séparation exerçait sur les sexes ; il ne s'attaquait guère, en revanche, aux principes sur lesquels étaient construites les relations de couple hétérosexuelles personnalisées, à leurs dynamiques internes et à leurs effets par delà ces dernières.
- 27 Seuls des travaux plus récents soulignent ici des « interférences »³⁷. Le couple (encore !) apparaît comme modèle de l'ordre général des sexes ; de surcroît, il neutralise ou canalise beaucoup de tensions inhérentes à cet ordre et stabilise ainsi, de façon générale, le système culturel de la dualité sexuelle. L'amour, la sexualité et l'intimité sont là encore des domaines auxquels on attribue un caractère d'immédiateté première et présociale et qui trouvent par là même dans les formes sociales établies dont il a déjà été question un répertoire pour ainsi dire naturalisé de formes d'expression et de réalisation. Dans le même temps, l'interférence agit également en sens inverse : la « norme de l'égalité des droits », la généralisation à tous les membres de la société de l'exercice d'une activité professionnelle (ainsi que des objectifs de carrière) comme attente formelle normale d'une biographie (même si elle est contredite dans les faits), le modèle socialement établi du « partenariat » et / ou de la « famille contractuelle » introduisent des éléments de « rationalisation » dans les modèles établis de relations de couple (normes de réciprocité, arrangements symétriques de la relation, formes discursives d'organisation du consensus, « réunions de discussion familiale ») ; ils produisent ainsi sur ces derniers un effet de relativisation et d'ouverture, mais aussi de déstabilisation. Dans les cas de conflit, les droits et intérêts individualisés priment, le cas échéant, sur « l'unité du couple »³⁸.
- 28 Simultanément, des disparités temporelles et de nouveaux mélanges se font jour, car l'interférence n'implique pas la détermination. On voit bien plutôt apparaître et se multiplier les possibilités et le droit à des mises en contexte flexibles : le moment, les domaines et la manière dont le sexe est (défini comme) un critère pertinent sont de moins en moins perçus comme étant « dans la nature des choses ». D'autres dimensions de différenciation sociale comme l'ethnie, la classe, le milieu et l'orientation sexuelle entrent (à nouveau) en jeu et, le cas échéant, leur importance se renforce. Les différentes configurations de couple, les morales sexuelles spécifiques, etc. ne peuvent être appréhendées indépendamment de ces facteurs ; les normes d'égalité des droits ou

les grammaires du sentiment, notamment, s'avèrent dès lors dans bien des cas dépassées.

- 29 Le genre renvoie par suite moins à une différence objectalisée, objectivée ou même seulement objectivable. La forme évoluée de cette catégorisation symbolise bien plutôt la différence en tant que telle. On peut la comprendre comme une réaction à la contrainte comme au désir de marquer des différences et des limites. Dans les relations de couple, en particulier, le « genre » devient ainsi une ressource d'interprétation à laquelle on a recours pour surmonter le problème général et fondamental posé par « autrui » dans la socialité et par l'expérience d'une étrangeté en fin de compte insurmontable en dépit de la proximité sociale. Dans une telle lecture, les modèles et métaphores associés à la catégorie du sexe depuis le romantisme, notamment, ceux de l'amour et de l'intimité, de l'attachement et du cocon protecteur, etc. offrent des images et des soutiens de type émotionnel pour dépasser précisément cette expérience fondamentale de la condition humaine et se « réconcilier » avec l'étrangeté d'autrui – qui est aussi le proche. Les modèles sexuels typiques visent dès lors moins à décrire des caractéristiques substantielles *sui generis* qu'à constituer le typique en tant que tel dans la fonction qui vient d'être évoquée : il offre un substitut à l'expérience de l'étrangeté d'autrui³⁹ et permet une élaboration sémantique de cette dernière⁴⁰.
- 30 Si l'on généralise ces constats et les schématise, il en résulte un effet paradoxal : d'un côté, la « norme d'égalité des droits » (dans les milieux réceptifs à son énoncé) comme « indicateur » d'inégalités est fortement mise en avant et la sensibilité aux « injustices » est devenue plus vive. D'un autre côté, la même norme interdit de percevoir les inégalités et les asymétries dans les relations de couple. Des études montrent justement la persistance de fortes disparités entre la norme d'égalité et le quotidien⁴¹ dans les relations de couple dites « individualisées ». Il est fréquent que les buts affichés, les auto-définitions et la pratique de la relation et du quotidien ne soient pas convergentes. La perception de ces divergences peut être vécue comme un échec personnel, par exemple comme le témoignage d'un manque d'autonomie, de compétence sociale et de capacité à s'imposer, et induit alors une vexation. Des études récentes montrent que des jeunes femmes maintiennent leur conception personnelle de l'égalité des droits dans la relation y compris lorsqu'elle est contredite par les faits, en se référant à des choix et des décisions individuelles ou négociées avec le partenaire⁴². De la même façon, des jeunes femmes continuent à éprouver des difficultés, en dépit d'une bonne formation sanctionnée par un diplôme, à suivre la biographie professionnelle de bon niveau à laquelle elles aspirent, alors qu'elles souhaitent dans bien des cas faire carrière⁴³. Ces difficultés et d'autres obstacles comparables sont souvent neutralisés et passés sous silence. L'idée d'une perpétuation de définitions de l'étrangeté hétéronomes et opposées ainsi que de pratiques imposant des limitations doit manifestement être abandonnée (malgré les postures de défense explicite) ou soumise à une révision, tandis que s'impose, d'un autre côté, comme (nouvelle) image de soi et construction du genre, une norme intériorisée d'égalité, d'égalité de droits et d'égalité de valeur. La position selon laquelle « l'émancipation n'est plus nécessaire aujourd'hui » consacre ces effets paradoxaux et empêche une approche politique de la thématique du genre.
- 31 De plus, les prises de position politiques sont ramenées à la dimension d'un quotidien entendu comme « privé » et sortent du cadre de la notion établie et institutionnalisée du politique. Au demeurant, c'est peut-être précisément là la raison pour laquelle ce

type de stratégies et d'approches se heurtent à des résistances. Bien que le besoin de changement soit parfaitement admis dans ce cadre, les formes de politisation sont ressenties et rejetées comme des intrusions dans la sphère privée, comme une façon de rendre celle-ci publique, et parfois aussi comme des atteintes à la qualité émotionnelle de la relation intime (fondement du monde vécu !). Ce phénomène revêt une coloration particulière dans le cadre de processus sociaux qui font apparaître le mariage, la famille et les relations comme des niches de vie cachées et comme le dernier refuge privé ou un dernier refuge dans la vie privée⁴⁴.

Ambivalences de l'institutionnalisation

- 32 La thématisation politique du genre a surtout visé, dans les deux dernières décennies, « l'égalité de droits » dans la participation des femmes à la vie professionnelle, publique et politique. C'est la raison pour laquelle on l'a appelée « politique de l'égalité des chances ». Dans ce qui va suivre, nous partirons de l'exemple de la mise en place de chargés de mission pour discuter des chances, problèmes, ambivalences ainsi que des conséquences latentes et non recherchées des programmes politiques orientés vers « l'égalité des chances ». D'un côté, ce modèle a été largement diffusé et s'est imposé avec succès, il est depuis longtemps devenu une réalité : ses structures et ses effets peuvent être interprétés à partir de résultats visibles, objectifs et expérimentés. D'un autre côté, il offre une illustration exemplaire de quelques uns des problèmes structurels, décisifs de notre point de vue, posés par la politisation de la question du genre.
- 33 La mise en œuvre de programmes politiques d'égalité des chances, avec la nomination de chargés de mission sur les questions relatives aux femmes ou à l'égalité des chances conforte l'idée que ce ne sont pas « la société » ni « le marché du travail » entendus comme des entités abstraites qui distribuent des positions, mais des organisations dans lesquelles sont prises des décisions personnelles, dans lesquelles des personnes se voient déléguer le soin de poursuivre une politique, dans lesquelles prévalent des critères de sélection et de carrière, etc. Dans les recherches sur le genre, on a pu défendre la thèse selon laquelle les organisations sont « sexuées » ou « genrées » (*gendered*) dans leurs structures fondamentales et leurs structures profondes⁴⁵ ; pour le « *mainstream* » de la sociologie (des organisations), en revanche, elles apparaissent comme « neutres du point de vue du genre ». La divergence entre ces visions en apparence diamétralement opposées s'explique par le fait qu'elles prennent en considération des niveaux différents de la réalité des organisations et de leur configuration⁴⁶. Il est incontestable que l'institutionnalisation de la norme d'égalité des droits a eu pour conséquence de sensibiliser à l'écart entre « principe et réalité » et a permis de mettre en question des lacunes et des contradictions à différents niveaux.
- 34 La création, au sein des organisations, de postes de « chargés de mission » spécialisés dans les questions « féminines » ou « d'égalité des chances », a été une forme de réaction à l'écart constaté, de façon très générale, par rapport à l'objectif devenu consensuel d'un droit à l'égale participation des femmes. Dans les domaines des professions, de la vie publique et de la politique, les femmes étaient sous-représentées, elles étaient tout simplement « trop peu nombreuses » par rapport au pourcentage de la population qu'elles représentent. La probabilité qu'une action soit menée et que des sanctions soient prises était très réduite ; les cas concrets à signaler étaient rares. La

mise en place de postes de « chargés de mission sur les questions féminines » a d'abord eu et a encore pour effet de renforcer le caractère formel des procédures, de laisser moins de place à la personnalisation et à l'application de critères purement subjectifs. Elle a également répondu à l'exigence d'une plus grande transparence et d'une objectivité plus marquée des processus de décision à l'intérieur des organisations. Ces objectifs de rationalisation et de neutralisation sont au demeurant contredits, en pratique, par les formes partielles d'auto-définition qui sont dans le même temps maintenues. Elles se fondent sur des concepts relationnels orientés vers une différenciation globale qui ne se prêtent à une personnalisation ni ne s'appliquent à des cas spécifiques, et se réfèrent plutôt aux spécificités du « sujet collectif femme », défini en fonction du genre.

- 35 La formalisation des procédures et des structures d'organisation qui est allée de pair avec la mise en place d'une « politique d'égalité des chances » a-t-elle été une avancée ? La question est débattue. Les conclusions des études empiriques sur le sujet sont tout à fait contradictoires⁴⁷. Des résultats positifs – évalués en règle générale en fonction de l'augmentation du taux de femmes – ont visiblement été avant tout obtenus dans les cas où les organisations sont soumises à un contrôle externe, autrement dit lorsqu'il existe une incitation à la légitimation suffisante pour appuyer la norme d'égalité des droits. De façon générale, le succès des politiques d'égalité des chances réside surtout dans le fait que l'institutionnalisation des chargés de mission a été mise en œuvre via une législation portant sur le service public dans son ensemble – en tant que niveau à *part entière*. Ces avancées de l'institutionnalisation ont vu le jour dans un contexte d'affaiblissement de la dynamique des mouvements sociaux, qui ne sont plus à l'ordre du jour. Il en a résulté et il en résulte notamment la délégation de la « question féminine » à des « chargés de mission professionnels » ou, comme on dit, à des « féministes professionnelles ». La coïncidence de ces deux phénomènes a eu et possède encore une conséquence paradoxale : le succès est devenu un problème⁴⁸.
- 36 La nécessité de trouver, comme on vient de le voir, un équilibre entre les formes d'universalisation et les modes de généralisation restreinte, rapportés à des traits spécifiques (« les femmes comme sujet collectif ») place souvent les actrices et acteurs locaux de la politique d'égalité des chances dans des situations précaires. Ils courent le danger non seulement de manier des stéréotypes qui sont potentiellement un facteur de délégitimation de leur position et de leur mission, mais aussi de pérenniser justement aussi leurs points de référence généraux – les conceptions traditionnelles de la différence des sexes – et les arrière-plans et soubassements sociaux de ces derniers. Au sein des organisations, l'obligation de revoir les objectifs à la baisse et de les traduire en actions administratives transforme ces interventions en composantes des rituels institutionnels de décision. Cette « traditionalisation du progrès », qui s'exprime notamment aussi dans la répétition de métaphores d'un autre temps, rend difficile, voire impossible, de tenir compte des décalages de temporalités des processus sociaux et de transformer des lignes thématiques politiques en les adaptant à des problématiques et à des objets nouveaux. À bien des égards, les logiques des processus d'institutionnalisation vont à l'encontre de la possibilité d'une réflexivité permanente et d'une perception des transformations de l'environnement, et ne sont pas favorables à une adaptation dynamique de l'analyse des situations ainsi que de la définition des problèmes et des réponses à y apporter : dans les bureaucraties ou les contextes de type bureaucratique qui sont le plus souvent le cadre de travail des chargés de mission, les facteurs de structuration sont privilégiés – durée, mise entre parenthèses des

spécificités, standardisation et généralisation de procédures de traitement routinisées. Dans ce cadre, les tentatives de développement de nouveaux modèles d'organisation, dynamiques et ouverts à de nouveaux apprentissages, ne sont appréhendées positivement que dans certaines limites⁴⁹. L'un des pièges du succès tient aussi au fait que, pour résumer les choses en un mot, la puissance structurante de la catégorie du genre est paradoxalement pour une part renforcée dans le sillage des tentatives qui visent à la « combattre ».

- 37 L'institutionnalisation et la professionnalisation de la politique du genre fait que celle-ci court de surcroît le danger de passer à côté de beaucoup de celles et ceux auxquels elle s'adresse. Elle induit à bien des égards des modes de construction du genre, des visions de la société et des modèles sociaux qui ne sont plus et ne sont surtout pas toujours vécus de façon concordante par ceux à qui s'adressent cette politique et dont celles qu'on appelle « les femmes qui ont réussi » se sont éloignées depuis longtemps. Le fossé qui s'est creusé, on l'a souvent déploré, entre les femmes des jeunes générations et les mouvements de femmes et le féminisme⁵⁰, la stigmatisation des personnes bénéficiant de ces programmes, regardées comme « tributaires » des mesures d'encouragement des femmes et des quotas, et d'autres tendances analogues trouvent ici une explication. Les réactions de rejet ainsi observées dissimulent d'une part l'acceptation de la responsabilité personnelle endossée par chacun dans la perpétuation de rapports de genre toujours asymétriques et traduisent d'autre part la perte de légitimité et de crédibilité des stratégies politiques en question, à visée spécifiquement généralisante. Dans le même temps, il est rare que soient développées, dans ces cadres de politique institutionnalisée des rapports de genre, des programmes d'action visant spécifiquement les femmes qui restent concernées par les analyses que ces politiques ont pris comme point de départ : celles qui font massivement l'objet de limitations sociales, de discriminations structurelles instituées en fonction de barrières de genre, d'exclusions et de désavantages⁵¹. En schématisant, là encore, on pourrait dire que les métaphores d'oppression ont eu tendance à toucher celles qui étaient les moins concernées et qui ne ratifient plus ces manières de voir pour leur propre compte, tandis que celles qui demeurent concernées se sentent peu ou pas visées ni représentées. De ce point de vue, le maintien de la référence à un « sujet collectif femme » conforte justement les divisions entre les femmes.
- 38 Si le succès de l'institutionnalisation, dans les organisations, des chargés de mission sur les questions des femmes et de l'égalité des chances est en même temps leur problème, cela tient à d'autres raisons complexes. Un facteur décisif est le fait que les désavantages professionnels ne relèvent pas d'un simple problème de discrimination. Ils ne sont pas seulement le produit d'une « masculinisation » de la logique du marché du travail, mais des imbrications (interférences) multiples entre les organisations de travail, les institutions périphériques qui médient les rapports sociaux (notamment le système éducatif, le système de santé et les services sociaux) et les configurations de la « vie privée ». Ces facteurs multiples rendent de toute façon impossible, dans son principe même, une « égalité » de participation entre les personnes qui s'acquittent de cotisations sociales et les enfants et personnes âgées. Les recherches sur le genre soulignent inlassablement que c'est l'ensemble du système économique du travail qui est fondé sur les structures familiales traditionnelles – même si ce principe est parfois contredit dans les faits –, dans la mesure où il présuppose que certaines personnes – les femmes, en l'occurrence – endossent l'essentiel des compétences en matière familiale.

- 39 Or, l'institution politique des « chargés de mission » ne peut pas agir sur ces interférences, même si le personnel politique s'engage en faveur de cette institution et s'efforce de mettre en place des horaires d'ouverture adaptés dans les crèches d'entreprise et des horaires de travail flexibles comme condition de la « compatibilité entre emploi et famille ». Les constructions du genre qui débouchent sur des réglementations institutionnelles reproduisent et confortent bien plutôt les différences entre les bases structurelles de la carrière des femmes et des hommes⁵². Celles-ci sont une ressource importante dans la reproduction quotidienne d'attentes normatives associées à l'appartenance sexuelle, que ce soit dans la participation à des interactions de communication ou dans les parcours biographiques. Ces facteurs demeurent à ce jour hors de portée des mesures politiques d'égalité des chances – qui ne visent pas à les éliminer. Au contraire : la « sémantique de la différence » a joué un rôle décisif (constitutif) dans la genèse de cet ordre. Le projet de le renverser dans une « norme d'égalité des droits » recèle quantité de pièges.
- 40 Le programme politique du « *gender-mainstreaming* » prend en compte une bonne partie des points problématiques qui viennent d'être énumérés dans les politiques établies en matière de genre et il cherche à développer des concepts modernisés, qui se prêtent stratégiquement à une application dans les faits. Ainsi, comme on l'a noté plus haut, il est constamment question du « genre comme construction sociale » et les effets spécifiques exercés par les structurations institutionnelles sur les parcours biographiques sont systématiquement pris en compte. Cependant, les potentiels critiques et systématiques des perspectives ainsi ouvertes ne sont, dans la plupart des cas, ni perçus ni exploités : là encore, les modèles structurels et les constructions sociales, tels le modèle binaire des sexes, sont désignés comme tels, mais ils n'en sont pas moins pris dans bien des cas tout simplement comme point de départ et comme présupposé, au lieu d'être pris pour cible et pour objet des changements visés. Ainsi, la prise en compte de la perspective du genre dans tous les projets, mesures et procédures politiques est revendiquée sur un mode programmatique, mais cette « perspective de genre » et les revendications et modèles de concrétisation qui vont de pair demeurent tributaires des modèles structurels de la différence qui orientent les parcours biographiques.
- 41 Dans le même temps, les qualités socio-culturelles spécifiques qui se sont forgées historiquement dans les domaines de la vie privée et de la vie domestique, notamment, sont évaluées comme des qualités « spécifiquement sexuées », en l'occurrence comme des « compétences féminines ». Dans le sillage du « *gender-mainstreaming* », la différence peut dès lors devenir une ressource, un élément de pensée sur un modèle économique, qui identifie la dévalorisation du « féminin » dans le passé comme un gaspillage de ressources humaines et adopte comme slogan d'avenir « *Managing Diversity* ».
- 42 La stratégie politique du « *gender-mainstreaming* » se situe dans le prolongement des résultats obtenus par la « politique d'égalité des chances ». Une exclusion délibérée des femmes n'est encore systématiquement possible que dans un petit nombre de champs sociaux (par exemple la hiérarchie des fonctions de l'Eglise catholique ou l'Ecole espagnole d'équitation de Vienne). Les femmes disposent de qualifications qui ne cessent de s'améliorer et elles s'imposent dans un nombre toujours plus grand de domaines jusque là réservés aux hommes. Ce constat se vérifie même si la ségrégation sexuelle se révèle dans le même temps très stable, au contraire, étant donné qu'elle ne cesse de se reconstituer dans les domaines nouvellement ouverts⁵³. De plus, ce

mouvement d'ouverture est unilatéral : les femmes découvrent de nouvelles sphères, elles occupent même tout le terrain dans d'anciens « domaines masculins ». Mais les « domaines féminins » classiques ne sont pas jugés attrayants au même titre par les hommes. Les métiers féminins semi-professionnels demeurent pour une large part aux mains des femmes, tout comme le travail domestique et familial et l'ensemble ou presque des activités non rémunérées⁵⁴. L'idée d'encourager et de motiver les hommes à s'engager dans cette voie apparaît comme obsolète, y compris dans le « *gender-mainstreaming* ». Une fois encore, on peut formuler le constat qui a été signalé plus haut : dans le champ même qu'elles contribuent à définir, ces projets politiques occupent une position précaire. D'un côté, ils obtiennent des résultats tangibles, mais d'un autre côté, ils contribuent sans conteste à renforcer les cadres établis – parce qu'ils ne prennent pas pour objet les structures génératives qu'ils sont pourtant en mesure de discerner. Pris dans cette ambivalence, ils confirment ce qu'ils critiquent.

« Only Paradoxes to Offer »⁵⁵

43 Dans cet article, nous sommes partis du constat d'une conjonction historique apparemment paradoxale. Parallèlement à de nouvelles conceptualisations du social, modernisées et rationalisées, et à la diffusion conjointe de postulats d'égalité universalisés, on peut observer une sexuation très prononcée de domaines majeurs de la vie sociale. Celle-ci se fonde pour une large part sur des systèmes d'interprétation et des sémantiques qui (re)naturalisent la différence de genre. Cette opération présuppose le recours à des catégories de différenciation pour ainsi dire auto-explicatives d'un point de vue social, dans la mesure où leur point de référence est extérieur à la société (la « nature »). Les contradictions ainsi apparues ont été interprétées comme inscrites dans un processus de réduction des effets de segmentation des différenciations sociales établies : elles perdent de leur « évidence naturelle », dans le sillage des Lumières. De là résulte, à l'évidence, un besoin renforcé d'orientation, d'explication et de légitimation – dans la mesure où les différenciations en question ne sont pas relativisées et aplanies dans la société. Ce besoin, cependant, n'a pu être et ne peut être satisfait par des auto-caractérisations sociales adéquates et rationalisées. Les externalisations là encore prédominantes doivent ainsi demeurer, dans leur rapport avec la société, à l'état de préambule explicatif. Tout au plus accèdent-elles au statut d'un phénotype. Le point de départ demeure le même : une différence essentielle est présupposée dans la société – y compris dans des conceptions qui prennent en compte les structures sociales, par exemple la thèse de la double socialisation des femmes⁵⁶.

44 Dans sa reconstitution historique de la lutte pour les droits politiques des femmes en France, Joan Scott⁵⁷ se réfère ainsi à Olympe de Gouges (1788) pour résumer le paradoxe fondamental du mouvement féministe. Celui-ci est simultanément porté à souligner la différence et à faire en sorte de l'éliminer : « This paradox – the need both to accept *and* to refuse 'sexual difference' – was the constitutive condition of feminism as a political movement throughout its history »⁵⁸. Aujourd'hui encore, ce paradoxe n'a rien perdu de son actualité et il touche aussi désormais les formes politiques institutionnalisées – pour lesquelles il représente à tout le moins un défi. Cette figure polymorphe et difficile à expliciter se transpose *de facto* dans tous les usages politiques de la notion de « genre ». Comme nous l'avons vu, c'est aussi un défi qui s'est présenté à nous tout au long de cet article.

- 45 La reprise par la politique officielle de la catégorie du « genre », issue du discours féministe, fait perdre à celle-ci, on l'a montré, une part décisive de son potentiel critique et à certains égards réflexif, qui la porte à appréhender son objet dans sa spécificité. Cela se vérifie en particulier en ce qui concerne le mode binaire de construction des sexes. Le plus souvent, l'idée d'« égalité des droits », qui date d'il y a deux siècles, demeure une norme et perpétue la distinction qui fait des femmes le « deuxième sexe ». L'imposition toujours plus forte de la norme d'égalité des droits est allée et va encore de pair avec une égalisation des sexes dans différents domaines (droit de vote, chances d'obtenir des diplômes), mais on observe toujours un vaste spectre d'inégalités pratiques (notamment des ségrégations verticales et horizontales, une division unilatérale du travail domestique et du travail de reproduction, des discriminations et une violence latente à caractère chronique). « The more things change, the more they stay the same » : tel est le bilan effectué par Lorber, qui observe depuis un grand nombre d'années les (changements des) rapports de genre⁵⁹.
- 46 Le « *sameness taboo* »⁶⁰ est toujours en vigueur, en dépit et en raison de la norme d'égalité de droits. Il devient chronique, notamment à cause de la contrainte qui impose en pratique dans toutes les situations sociales de catégoriser les participants en fonction de leur appartenance sexuelle et, par suite, de rendre celle-ci visible (visibilisation). Les changements culturels manifestes que l'on peut observer aujourd'hui dans les clichés de rôles concernent les contenus mais non la forme binaire de la différenciation sexuelle. Celle-ci ne se réalise plus systématiquement par le médium d'une simple sémantique de la différence mais de plus en plus dans un « horizon d'égalité »⁶¹. La division du travail par la différenciation sexuelle, qui implique l'attribution de capacités et de caractéristiques et, à un degré de plus en plus réduit, de fonctions et de rôles concrets, représente encore une ressource importante. Elle tire une bonne partie de sa capacité à se perpétuer d'un ordre symbolique dans lequel les classifications sociales deviennent un fait de « nature » et revendiquent une immédiateté et une antériorité par rapport aux catégories. La relation de couple (hétérosexuelle) et, de façon plus générale, la figure spécifique du couple comme modèle fondamental de socialisation, jouent ici un rôle central. Compte tenu de son ancrage dans des mécanismes de base des interactions, dans les routines du quotidien et dans la fabrication de l'intimité et de la vie privée, la différenciation par sexe, omniprésente, ne peut être ni « désinstitutionnalisée »⁶² ni simplement « oubliée »⁶³. En même temps, elle empêche de politiser la catégorie elle-même. Les niveaux qui sont en jeu ici échappent pour une large part au politique dans son acception traditionnelle ; dans les sociétés à régime démocratique, par exemple, ils sont exclus par la norme centrale de garantie d'une « autonomie des pratiques de vie ».
- 47 L'action politique se fonde en outre toujours sur ses propres perceptions de la société et, pour des raisons systématiques, elle se réfère à des définitions et des constructions préexistantes, en l'occurrence au modèle binaire des sexes, avec les asymétries qu'il implique. Dans la perception et l'analyse du problème, les constructions sont en même temps reformulées selon des critères spécifiques : fonctions à remplir, tâches à réaliser, sémantiques particulières. Dans la succession historique des termes « promotion des femmes », « politique de l'égalité des chances » et « *gender-mainstreaming* », la définition du problème a changé : d'un point de vue conceptuel, l'objectif est manifestement de s'inspirer de débats féministes, d'en finir avec la « particularisation » des femmes et de passer d'une « politique des femmes » à une « politique du genre ». Les programmes

concernés sont généralement pris dans des contradictions à la fois catégorielles et systématiques. De plus, étant donné leurs intentions proclamées et du point de vue d'une logique des effets, ils rencontrent inévitablement des obstacles dans le monde social et dans les institutions et sont ainsi confrontés à des dynamiques contraires. Dans le domaine de la politique du genre, la mise en œuvre de ces programmes est exposée, d'un point de vue rhétorique comme d'un point de vue pratique, aux pièges de la catégorie⁶⁴ et à la reproduction et aux contradictions des réalités qu'elle désigne. Ainsi, le développement d'appareils de lois et de réglementations et, en pratique, l'institutionnalisation de chargés de mission pour l'égalité des chances ont manifestement eu pour effet d'aller dans le sens de l'universalisation d'un point de vue normatif et d'une perte de spécificité (égalité). Cependant, les catégories de la différence sur lesquelles on s'est ainsi focalisé semblent dès lors incontournables. Les effets structurants de la catégorie du sexe ont tendu à se renforcer dans le sillage du travail qui a été fait pour la supprimer.

- 48 Dans ce processus, les attitudes partisans et les définitions de principe ont joué et jouent encore un rôle décisif. Les définitions de principe empêchent dans certains cas l'élaboration de modèles de perception et d'action adéquats à une situation ; dans le contexte qui nous occupe, elles bloquent potentiellement la possibilité d'une neutralisation du présupposé de la différence, par l'individualisation par exemple, qui n'impliquerait en aucun cas le renoncement à des objectifs d'encouragement, notamment. De la sorte, au lieu de partir du constat de l'existence de données structurelles constitutives des relations entre les sexes, comme on l'a vu, elles tentent bien plutôt d'optimiser celles-ci à un niveau immanent, et de mettre à profit des marges d'action pour améliorer les chances d'intégration et d'adaptation des femmes. Elles peuvent rencontrer certains succès, mais elles sacrifient ainsi, au fil du temps et subrepticement, leurs propres thématiques et stratégies aux effets paradoxaux que nous avons évoqués, contraires à leurs objectifs déclarés, tout en passant à côté d'une partie de leurs destinataires.
- 49 Le « *gender-mainstreaming* » modernise le débat politique autour du genre, mais il est lui-même controversé⁶⁵. D'un point de vue structurel, les programmes qui se diffusent actuellement à tous les niveaux institutionnels et décisionnels appellent une « réflexion permanente ». Cependant, pour reprendre une question ancienne : « La réflexion permanente peut-elle être institutionnalisée ? »⁶⁶. A l'époque de la publication de l'article de Schelsky, la question portait encore sur la possibilité de réaliser « l'intériorité moderne » et les besoins de subjectivité dans les formes et les cadres sociaux donnés ; aujourd'hui et dans notre contexte, elle se pose différemment. Elle se radicalise et nous invite à nous demander dans quelle mesure il est pertinent et possible de défaire les principes spécifiques de production du social – et par là aussi de la politique – (ou des deux à la fois) et de faire d'eux, sur un mode réflexif, le fondement d'un infléchissement des processus sociaux. Si un tel objectif est envisageable dans certains cas particuliers, par exemple lorsque les présupposés de réflexivité réciproque se mettent à aller de soi, il apparaît comme plutôt improbable dans la majorité des contextes institutionnels, en particulier ceux qui impliquent une confrontation avec les rôles des destinataires et des publics. Les pratiques de routinisation établies dans ce domaine induisent le plus souvent une limitation systématique des changements et, dans le même temps, le maintien de procédures éprouvées, dont les références sont prédéfinies.

- 50 Les effets qui ont été décrits illustrent les difficultés et les ambivalences de toutes les formes de politique qui ne visent pas seulement l'abolition des inégalités mais touchent aussi à des questions de « politique identitaire » et de reconnaissance de la différence. L'action politique est souvent écartelée entre deux pôles : d'une part, celui d'une abolition des inégalités et d'une dissolution parallèle des constructions constitutives de la différence ; de l'autre, celui d'un renforcement de la catégorie de la différence et, dans les cas extrêmes, d'une abstinence programmatique dans le domaine des inégalités. Les programmes développés par les mouvements sociaux sur fond de politique identitaire⁶⁷ entraînent à bien des égards des effets conservateurs, et pas seulement dans le champ qui nous occupe. Aussi longtemps que le « genre » est traduit en politique sur un mode qui revient à souligner sans cesse la pertinence sociale de la catégorie sans thématiser en même temps sa logique de constitution et sa fonctionnalité, les programmes politiques concernés comportent une zone aveugle qui peut présenter les caractéristiques et remplir les fonctions d'un tabou. Ces « zones aveugles » concernent aussi bien la catégorie même de sexe – la pensée dans la différence – que les diagnostics sociaux formulés à l'heure actuelle au sujet des formes que peut revêtir cette catégorie et de leur pertinence.
- 51 En effet, le maintien de la construction binaire des sexes est souvent tout à fait en contradiction avec la réalité sociale vécue et expérimentée. Les différenciations sociales induites par les distinctions de classe, race, sexe, etc. produisent de fait une structure de genre qui ne se limite pas à deux composantes, mais la croyance dans l'évidence factuelle de l'existence de deux sexes et deux seulement demeure inentamée⁶⁸. Si l'on suit les hypothèses formulées à partir de constats actuels, d'autres partitions dualistes sont en train d'être sapées d'un point de vue structurel et de devenir obsolètes (par exemple, le dualisme privé / public, nature / culture) ; les modèles de vie qui garantissent l'identité (sexuelle) et les structures des professions comme des carrières s'effondrent y compris pour les hommes, et l'importance des différences de genre s'affaiblit ou se transforme dans des domaines majeurs du monde du travail. Si de tels diagnostics s'avèrent justes, la politique d'égalité des chances et même le « *gender-mainstreaming* », en tant que tentatives d'infléchir les structures, les formes de vie et les codifications culturelles, sont sans doute elles-mêmes depuis longtemps en mouvement. Des changements et des transformations profonds dans les modes de construction et de réalisation du genre, qui revêtent par exemple la forme de libérations, d'ouvertures et de neutralisations, sont manifestement le résultat des logiques et des effets d'un changement social et culturel plus général. Dans une telle perspective, bon nombre des programmes politiques sous leur forme actuelle sont peut-être aussi l'expression d'une sorte de *cultural lag*, et permettent en tant que tels l'assimilation socio-culturelle de changements en cours.
- 52 Les paradoxes et contradictions qui ont été évoqués dans cet article ne peuvent pas trouver de résolution simple. Vouloir les supprimer implique aujourd'hui le risque de nouvelles réifications et la contrainte de fabriquer une univocité là où elle fait défaut. La vie dans les paradoxes et la gestion de ces derniers ouvrent l'horizon au sens où elles aident à devenir plus éclairé, mais elles sont socialement tributaires de beaucoup de facteurs et s'avèrent précaires. Il en découle ainsi – et pas seulement à partir de la thématique du genre – la tâche de développer une culture de l'(auto-)réflexivité⁶⁹.

BIBLIOGRAPHIE

- Acker, J. (1990) : « Hierarchies, Jobs, Bodies. A Theory of Gendered Organization », *Gender & Society*, 4, p. 139-158.
- Allmendinger, J. / Podsiadlowski, A. (2001) : « Segregation in Organisationen und Arbeitsgruppen », in : Heintz (2001), p. 276-307.
- Beauvoir, S. de (1951) : *Das andere Geschlecht : Sitte und Sexus der Frau*, Munich et al. ; éd. originale : *Le deuxième sexe*, Paris : Gallimard, 2 t., 1949.
- Becker-Schmidt, R. / Knapp, G.-A. (2000) : *Feministische Theorien zur Einführung*, Hambourg.
- Britton, D. M. (2000) : « The Epistemology of the Gendered Organization », *Gender & Society*, 14, p. 418-434.
- Burkan, G. / Koppetsch, C. (2001) : « Geschlecht und Liebe. Überlegungen zu einer Soziologie des Paares », in : Heintz (2001), p. 431-453.
- Butler, J. P. (1991) : *Das Unbehagen der Geschlechter*, Francfort-sur-le-Main ; trad. fr. : *Trouble dans le genre*, trad. par Cynthia Kraus, Paris : La Découverte, 2005.
- Carroll, W. K. / Ratner, R. S. (2001) : « Sustaining Oppositional Cultures in 'Post-Socialist' Times », *Sociology*, 35, p. 605-629.
- Diotima, Philosophinnengruppe aus Verona (1989) : *Der Mensch ist Zwei. Das Denken der Geschlechterdifferenz*, Wien.
- Dorschky, L. / Robert, G. (1998) : « Zielgruppe : weiblich. Über die Ambivalenz frauenspezifischer Projekte zur Beschäftigungsförderung », in : Brandes, H. / Roemheld, R. (éd.) : *Männernormen und Frauenrollen. Geschlechterverhältnisse in der sozialen Arbeit*, Leipzig, p. 51-70.
- Eifert, C. / Eppler, A. / Kessel, M. / Michaelis, M. / Nowak, C. / Schicke, K. / Weltecke, D. (éd.) (1996) : *Was sind Frauen? Was sind Männer?*, Francfort-sur-le-Main.
- Fenstermaker, S. B. / West, C. (2001) : « "Doing Difference" revisited. Probleme, Aussichten und der Dialog in der Geschlechterforschung », in : Heintz (2001), p. 236-249.
- Foucault, M. (1977) : *Sexualität und Wahrheit*, Francfort-sur-le-Main ; éd. orig : *Histoire de la sexualité, I. La volonté de savoir*, Paris : Gallimard, 1976.
- Fräser, N. (1995) : « From Redistribution to Recognition? », *New Left Review*, 212, p. 68-93.
- Fritzsche, Y. / Münchmeier, R. (2000) : « Mädchen und Jungen », in : Deutsche Schell, p. 343-348.
- Garfinkel, H. (1967) : *Studies in Ethnomethodology*, Cambridge.
- Gerhard, U. (1994) : « Frauenforschung und Frauenbewegung. Skizze ihrer theoretischen Diskurse », in : Deutsche Forschungsgemeinschaft (éd.) : *Sozialwissenschaftliche Frauenforschung in der Bundesrepublik Deutschland*, Berlin, p. 12-28.
- Gerhard, U. (2000) : « Die Töchter der Emanzipation : das Generationenproblem in der Frauenbewegung », in : Becker, S. / Kleinschmitt, G. / Nord, I. / Schneider-Ludorff, G. (éd.) : *Das Geschlecht der Zukunft*, Stuttgart, p. 15-28.
- Gildemeister, R. (1990) : *Weibliches Denken – Männliches Denken. Oder : Sind zwei Geschlechter genug?*, Kassel.

- Gildemeister, R. (2001) : « Soziale Konstruktion von Geschlecht : Fallen, Missverständnisse und Erträge einer Debatte », in : Rademacher, C. / Wiechens, P. (éd.) : *Geschlecht – Ethnizität – Klasse*, Opladen, p. 65-87.
- Gildemeister, R. / Maiwald, K.-O. / Scheid, C. / Seyfahrt-Konau, E. (2002) : *Geschlechterdifferenzierungen im Horizont der Gleichheit*, DFG-Forschungsbericht, Tübingen.
- Gildemeister, R. / Robert, G. (1999) : « Vergeschlechtlichung – Entgrenzung – Revergeschlechtlichung », in : Honegger, C. / Hradil, S. / Traxler, F. (éd.) : *Grenzenlose Gesellschaft?*, Opladen, p. 110-126.
- Gildemeister, R. / Robert, G. (2000) : « Teilung der Arbeit und Teilung der Geschlechter. Professionalisierung und Substitution in der sozialen Arbeit und Pädagogik », in : Müller, S. / Sünder, H. / Ullz, T. / Böllert, K. (éd.) : *Soziale Arbeit*, Neuwied, p. 315-336.
- Gildemeister, R. / Wetterer, A. (1992) : « Wie Geschlechter gemacht werden. Die soziale Konstruktion der Zweigeschlechtlichkeit und ihre Reifizierung in der Frauenforschung », in : Knapp, G.-A. / Wetterer, A. (éd.) : *TraditionenBrüche*, Fribourg, p. 201-254.
- Goffman, E. (1977) : *Rahmen-Analyse : Ein Versuch über die Organisation von Alltagserfahrungen*, Francfort-sur-le-Main ; trad. fr. : *Les cadres de l'expérience*, trad. par Isaac Joseph, Paris : Minuit, 1991.
- Goffman, E. (1981) : « The interaction order », *American International Review*, 48, p. 1-17. Hark, S. (1993) : « Queer Interventionen », *Feministische Studien*, 11, p. 103-109.
- Hausen, K. (1976) : « Die Polarisierung der "Geschlechtscharaktere". Eine Spiegelung der Dissoziation von Erwerbs- und Familienleben », in : Conze, W. (éd.) : *Sozialgeschichte der Familie in der Neuzeit Europas*, Stuttgart, p. 363-401.
- Heintz, B. (éd.) (2001) : *Geschlechtersoziologie (Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie, Sonderheft 41)*, Opladen.
- Heintz, B. (2001a) : « Geschlecht als Unordnungsprinzip. Entwicklung und Perspektiven der Geschlechtersoziologie », in : Heintz (2001), p. 9-29.
- Heintz, B. / Nadai, E. (1998) : « Geschlecht und Kontext. De-Institutionalisierungsprozesse und geschlechtliche Differenzierung », *Zeitschrift für Soziologie*, 27, p. 75-93.
- Heintz, B. / Nadai, E. / Fischer, R. / Ummel, H. (1997) : *Ungleich unter Gleichen : Studien zur geschlechtsspezifischen Segregation des Arbeitsmarktes*, Francfort / New York.
- Hirschauer, S. (1993) : *Die soziale Konstruktion der Transsexualität. Über die Medizin und den Geschlechtswechsel*, Francfort-sur-le-Main.
- Hirschauer, S. (1994) : « Die soziale Fortpflanzung der Zweigeschlechtlichkeit », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 46, p. 668-692.
- Hirschauer, S. (1996) : « Wie sind Frauen, wie sind Männer? Zweigeschlechtlichkeit als Wissenssystem », in : Eifert, C. et al. (éd.) : *Was sind Frauen? Was sind Männer?*, Francfort-sur-le-Main, p. 240-256.
- Hirschauer, S. (2001) : « Das Vergessen des Geschlechts. Zur Praxeologie einer Kategorie sozialer Ordnung », in : Heintz (2001), p. 208-235.
- Holland-Cunz, B. (2001) : « Probleme des Erfolgs – Überlegungen zu den ambivalenten Anforderungen institutioneller feministischer Theorie und Politik », in : Batisweiler, C. / Lembeck, E. / Jansen, M. (éd.) : *Geschlechterpolitik an Hochschulen : Perspektivenwechsel*, Opladen, p. 45-56.

- Honegger, C. / Arni, C. (éd.) (2001) : *Gender. Die Tücken einer Kategorie*, Zurich.
- Höyng, S. (2002) : « Gleichstellungspolitik als Klientelpolitik greift zu kurz », in : Bothfeld, S. / Gronbach, S. / Riedmüller, B. (éd.) (2002) : *Gender Mainstreaming – eine Innovation in der Gleichstellungspolitik*, Francfort-sur-le-Main, p. 199-228.
- Kaufmann, J.-C. (1992) : *Schmutzige Wäsche : Zur ehelichen Konstruktion von Alltag*, Constance.
- Kessler, S. J. / McKenna, W. (1978) : *Gender. An Ethnomethodological Approach*, New York.
- Klinger, C. (2000) : « Die Ordnung der Geschlechter und die Ambivalenz der Moderne », in : Becker, S. / Kleinschmitt, G. / Nord, I. / Schneider-Ludorff, G. (éd.) : *Das Geschlecht der Zukunft*, Stuttgart, p. 29-63.
- Knapp, G.-A. (2001) : « Dezentriert und viel riskiert. Anmerkungen zum Bedeutungsverlust der Kategorie Geschlecht », in : Knapp, G.-A. / Wetterer, A. (éd.) : *Soziale Verortung der Geschlechter*, Münster, p. 15-62.
- Koppetsch, C. / Burkart, G. (1999) : *Die Illusion der Emanzipation*, Constance.
- Krause, E. (2002) : *Geschlechtskategoriale Politikwissenschaft. Eine Einführung. Politik und Geschlecht*, Opladen.
- Krüger, H. (2001) : « Gesellschaftsanalyse : der Institutionenansatz in der Geschlechterforschung », in : Knapp, G.-A. / Wetterer, A. (éd.) : *Soziale Verortung der Geschlechter*, Münster, p. 63-90.
- Laqueur, T. W. (1992) : *Auf den Leib geschrieben. Die Inszenierung der Geschlechter von der Antike bis Freud*, Francfort-sur-le-Main.
- Lorber, J. (2000) : « Using gender to undo gender. A feminist degendering movement », *Feminist Theory*, 1, p. 79-98.
- Matthes, J. (éd.) (1983) : *Krise der Arbeitsgesellschaft?*, Francfort-sur-le-Main.
- Nicholson, L. (1994) : « Was heißt “gender”? », in : Institut für Sozialforschung (éd.) : *Geschlechterverhältnisse und Politik*, Francfort-sur-le-Main, p. 188-220.
- Pasero, U. (1995) : « Dethematisierung von Geschlecht », in : Pasero, U. / Braun, F. (éd.) : *Konstruktion von Geschlecht*, Pfaffenweiler, p. 50-66.
- Ramirez, F. O. (2001) : « Frauenrechte, Weltgesellschaft und die gesellschaftliche Integration von Frauen », in : Heintz (2001), p. 356-374.
- Ridgeway, C. L. (1997) : « Interaction and the Conservation of Gender Inequality : Considering Employment », *American Sociological Review*, 62, p. 218-235.
- Robert, G. (1997) : « Vom Nutzen der Unterschiede. Über Typisierungsarbeiten im Grenzland von Ost- und West », *Gruppendynamik*, 2, p. 139-152.
- Rubin, G. (1975) : « The Traffic in Women. Notes on the “Political economy” of Sex », in : Reiter, R. (éd.) : *Toward an Anthropology of Women*, New York, p. 157-210.
- Schelsky, H. (1965) : « Ist Dauerreflexion institutionalisierbar? », in : id. : *Auf der Suche nach Wirklichkeit*, Düsseldorf, p. 250-275.
- Scott, J. W. (1996) : *Only paradoxes to offer. French feminists and the rights of man*, Cambridge, MA.
- Scott, J. W. (2001) : « Die Zukunft von gender. Fantasien zur Jahrtausendwende », in : Honegger, C. / Arni, C. (éd.) : *Gender. Die Tücken einer Kategorie*, Zurich, p. 39-64.

Simmel, G. (1985 [1902]) : « Weibliche Kultur », in : Dahme, H.-J. / Köhnke, K. C. (éd.) : *Schriften zur Philosophie und Soziologie der Geschlechter*, Francfort-sur-le-Main, p. 159-176 ; trad. fr. : « Culture féminine », in : *Philosophie de l'amour*, trad. de P. Yvernel et S. Cornille, Paris / Marseille : Rivages, 1988, p. 69-91.

Weinbach, C. / Stichweh, R. (2001) : « Die Geschlechterdifferenz in der funktional differenzierten Gesellschaft », in : Heintz (2001), p. 30-52.

West, C. / Fenstermaker, S. B. (1995) : « Doing Difference », *Gender & Society*, 9, p. 8-37.

West, C. / Zimmerman, D. H. (1987) : « Doing Gender », *Gender & Society*, 1, p. 125-151.

Wetterer, A. (2002) : *Die Krise der Sozialisationsforschung als Spiegel gesellschaftlicher Modernisierungsprozesse*, Habilitationsvortrag, Kassel 2002, Ms.

Wetterer, A. (2002) : « Strategien rhetorischer Modernisierung », *Zeitschrift für Frauenforschung und Geschlechterstudien*, 20 (3), p. 129-148.

NOTES

1. Les modifications apportées à la Loi Fondamentale en 1993 doivent aussi être replacées dans le contexte d'évolutions internationales et appréhendées à partir de ces dernières. Ainsi, on peut constater, de façon générale, dans les dernières décennies, une progression de l'institutionnalisation des normes d'égalité entre les sexes à l'échelle mondiale, dont la validité n'est pas seulement revendiquée pour les différents genres et orientations sexuelles.

Enfin et surtout, un autre changement de contexte a été la réunification de la RFA et de la RDA. Les conceptions politiques fondamentales affichées par cette dernière étaient résolument anti-traditionnelles, elles avaient pour but le dépassement des formations sociales antérieures, bourgeoises et capitalistes, et des modèles sociaux qui y étaient associés. Le traité de réunification de 1990 s'est fixé explicitement pour mission de développer plus avant la législation relative à l'égalité des droits.

2. Ramirez (2001), p. 360.

3. Diotima (1989).

4. Voir par ex. Becker-Schmidt / Knapp (2000).

5. Hausen (1976) ; Laqueur (1992) ; Klinger (2000).

6. Heintz / Nadai (1998) ; Gildemeister / Robert (1999).

7. Voir par exemple les discussions menées depuis plusieurs décennies sur les transformations de la société du travail (Matthes [1983]).

8. Rubin (1975).

9. C'est précisément la raison pour laquelle, dans ce contexte, la recherche sociologique sur les transsexuels (voir Hirschauer [1993]) joue un rôle central, d'un point de vue de stratégie théorique.

10. Beauvoir (1951).

11. Cf. Gerhard (1994), p. 24.

12. Pour les années 1970 et 1980, voir la synthèse de E. Krause (2002). A l'heure actuelle, il n'est guère possible de donner une définition unique et consensuelle de ce qui est « féministe » ou « post-féministe ». La question de savoir « qui est quoi » recoupe celle de savoir « qui est nous ? » (Knapp [2001], p. 39).

13. Cf. Nicholson (1994).

14. West / Zimmerman (1987) ; Butler (1991) ; Gildemeister / Wetterer (1992) ; Laqueur (1992) ; Nicholson (1994) ; Scott (2001).

15. Gildemeister (2001).

16. Eifert et al. (1996).
17. Gildemeister (1990).
18. Hirschauer (1996).
19. Hark (1993).
20. Knapp (2001), p. 36.
21. Scott (2001), p. 44.
22. Les discussions menées dans le sillage de la conférence mondiale sur les femmes de l'ONU à Pékin illustrent de façon tout à fait saisissante la manière dont la notion a été vidée de tout contenu critique et réflexif, de façon pour une part délibérée (cf. Scott [2001], p. 56).
23. De la sorte, le défi lancé aux théories de l'action, de la connaissance et aux théories constructivistes à fondement social n'a pas besoin d'être relevé, d'autant que celles-ci ont par ailleurs cédé le pas, dans le contexte de débat actuel, aux biosciences – voir par exemple la popularité de l'éthologie et de la théorie de l'évolution. Le discours de la « différence naturelle » est relayé voire manifestement conforté de manière nouvelle par l'essor des biosciences – en témoignent notamment les évolutions des technologies génétiques (cf. également Scott [2001], p. 41 sq).
24. West / Fenstermaker (1995), p. 8.
25. Garfinkel (1967) ; Kessler / Mc Kenna (1978) ; Hirschauer (1993).
26. Goffman (1981).
27. Goffman (1977).
28. Ridgeway (1997).
29. Hirschauer (1994 ; 2001).
30. Heintz / Nadai (1998).
31. Knapp (2001).
32. Pasero (1995).
33. Une question qui a surtout été soulevée dans les premiers temps où ce thème est devenu un problème politique, avait notamment pour but de déterminer dans quelle mesure le sexe représente un ou « le » critère de classification dominant des personnes, l'indicateur premier de leur place dans la société, ou dans quelle mesure les préjudices subis par les femmes constituent plutôt une « contradiction secondaire » appelée à s'abolir d'elle-même avec l'introduction d'un mode d'organisation économique plus juste. Dans les débats récents, un certain nombre de formes de différenciation sociale (en particulier la race, la classe, le genre) sont souvent traduites à l'aide de métaphores mathématiques dans un modèle cumulatif ou de démultiplication (« double » ou « triple » préjudice), thématiques comme des « axes de différence » (Knapp [2001], p. 38 sq.) à l'intersection desquels les femmes sont constituées par elles-mêmes et par d'autres comme des « sujets ». Dans la perspective d'une théorie des interactions, une telle réification des catégories concernées ne permet pas d'appréhender le mode de fabrication de la réalité du monde quotidien ; elle aussi fait l'impasse sur ce plan (Fenstermaker / West [2001], p. 237).
34. Butler (1991).
35. Foucault (1977).
36. Goffman (1977).
37. Burkart / Koppetsch (2001), p. 444.
38. Burkart / Koppetsch (2001), p. 448.
39. Au final, la transformation de la forme de relation en question tend à renverser les tâches et fonctions qu'elle était jusque là censée remplir, à la déstructurer et à la libérer. On peut formuler l'hypothèse qu'il en résulte l'apparition d'un besoin de situer et de mettre en forme des expériences existentielles d'étrangeté et le potentiel d'affect flottant associé à ces dernières. Les évolutions sociales actuelles peuvent en fournir une illustration : apparition de nouvelles images de l'étrangeté, modèles de virilité centrés sur la violence et procédures psychothérapeutiques d'apprentissage de la contingence et de la réflexivité.

40. Robert (1997).

41. Koppetsch / Burkart (1999) ; Kaufmann (1994).

42. Wetterer (2002), p. 18.

43. Si l'on en croit les résultats de récentes enquêtes sur les jeunes, il n'est plus guère possible de distinguer les autodéfinitions, les choix de valeurs et les perspectives d'avenir des jeunes femmes et des jeunes gens. « Il ne semble plus exister de modèles de vie typiquement 'féminins' par opposition à des modèles de vie typiquement 'masculins' » (Fritzsche / Münchmeier [2000], p. 344).

44. Beaucoup de problèmes de compréhension entre les protagonistes des mouvements sociaux et les citoyen(ne)s dans les deux parties de l'Allemagne, notamment après la réunification, s'expliquent aussi par le fait que, dans le contexte de régimes totalitaires et de structure apparentée, qui empiétaient largement sur l'autonomie des pratiques de vie, le domaine privé et surtout familial était utilisé et compris comme une niche hors du monde et comme un cadre de solidarité dans le monde vécu. Dans un tel contexte, un slogan tel que « Ce qui est privé est le politique » ne peut que difficilement être accepté.

45. Acker (1991) ; pour une critique de ce point de vue, voir Britton (2000).

46. Il en va ici de la relation difficile entre personnes, membres et organisations et par là aussi des points de recoupement entre relations internes et externes de l'organisation et, de façon plus générale, des conditions auxquelles celles-ci sont soumises. Dans le recrutement des membres, des variables personnelles jouent le rôle de critères de sélection importants – que les connotations sexuelles jouent ici presque inévitablement un rôle et que ces opérations de sélection remplissent une fonction décisive, c'est là un constat qui fait à peu près consensus et sur lequel s'accordent des représentants de courants inspirés de prémisses théoriques tout à fait différentes (Ridgeway [1997] ; Gildemeister / Robert [2000] ; Weinbach / Stichweh [2001]).

47. Pour une vue d'ensemble, voir Heintz (2001a), p. 19 sq. et les contributions sur le sujet dans ce même volume.

48. Voir aussi Holland-Cunz (2001).

49. Sur ce point, voir aussi Höyng (2002).

50. Voir par exemple Gerhard (2000).

51. Les femmes concernées sont prises en charge par les travailleurs sociaux : ce n'est pas un hasard si les premières perspectives féministes se sont développées dans ces milieux et si elles ont débouché sur des programmes d'action professionnels (« Groupe visé : féminin », voir Dorschky / Robert [1998]).

52. Krüger (2001).

53. Heintz et al. (1997) ; Allmendinger / Podsiadlowski (2001).

54. Gildemeister / Robert (2000).

55. Nous reprenons ici le titre de Scott (1996).

56. Becker-Schmidt / Knapp (2000).

L'exigence d'abandonner ce type de point de repère représente à l'évidence toujours un défi considérable pour la pensée au quotidien. Les discussions politiques et scientifiques en portent elles aussi témoignage. Dans ces domaines aussi, on ne renonce généralement pas à la simplification qui, par facilité de pensée, présuppose une différence qui préexiste à l'action sociale et à la communication symbolique. C'est peut-être ce qui explique la popularité jamais démentie et la force de persuasion sans égale des modèles de détermination psychanalytiques ou socio-structuralistes dans les recherches sur le genre et, dans tous les cas, l'insistance des programmes politiques sur la distinction dominante ainsi constituée, un système de coordonnées dont ils ne peuvent se passer.

57. Scott (1996).

58. Scott (1996), p. 3 sq.

59. Lorber (2000), p. 80.

60. Rubin (1975).
61. Gildemeister et al. (2002).
62. Heintz / Nadai (1998).
63. Heintz (2001a).
64. Honneger / Arni (2001).
65. Cf. Wetterer (2002).
66. Schelsky (1965).
67. Cf. Carrol / Ratner (2001).
68. Fenstermaker / West (2001), Lorber (2000).
69. Celle-ci est plus familière à la recherche scientifique qu'aux programmes politiques. C'est l'un des principales raisons qui expliquent les malentendus et les conflits entre les recherches sur le genre (qui s'imposent politiquement) et les activistes de la politique des femmes et de l'égalité des chances. Ces dernières doivent compter, d'un point de vue institutionnel, avec des fondements qui sont maintenus et renforcés à travers les attendus des constructions de la différence. Par ses reconstructions qui relativisent (et parce qu'elle pose en principe son mode d'expérience spécifique), la recherche fait perdre à la politique la certitude et l'évidence d'un rapport à l'objet qui est manifestement nécessaire dans son cas, étant donné l'acception partielle qu'elle donne à son mode d'action. En faisant ce constat, la recherche sur le genre sait qu'elle est elle-même prise dans les paradoxes du champ « genre et politique ».
-

INDEX

Schlüsselwörter : Geschlecht, Gleichstellungspolitik

Mots-clés : Genre, politique d'égalité des chances

AUTEURS

REGINE GILDEMEISTER

Regine Gildemeister est professeure à l'Institut de Sociologie de l'Université de Tübingen. Pour plus d'informations, voir la notice suivante.

GÜNTHER ROBERT

Günther Robert est professeur de sociologie et de recherche sociale à la haute école évangélique de Dresde. Pour plus d'informations, voir la notice suivante.